

CHSCT : « On a toujours cherché à nous freiner »

Les représentants des personnels de l'Éducation nationale ont boycotté le dernier CHSCT dans le Haut-Rhin. Comme leurs collègues du Bas-Rhin, ils se sentent « muselés ».



La dernière visite du CHSCT prévue le 10 décembre au lycée des métiers Stoessel de Mulhouse, « suite à des remontées inquiétantes de la part des personnels », à la fois sur des questions de gestion d'équipe et sur l'état de vétusté du gymnase, a été reportée au troisième trimestre. Photo archives L'Alsace /Hervé KIELWASSER

Les représentants des personnels de l'Éducation nationale (FSU, Sgen-CFDT, Unsa) ont refusé de siéger au CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) qui devait se tenir le 19 décembre dans le Haut-Rhin. Comme leurs collègues du Bas-Rhin (DNA du 4 octobre), les élus se sentent « muselés ».

L'instance, qui avait voté un programme de cinq visites dans des établissements cette année, n'a pu encore en effectuer aucune. « Nous ne savons pas quand elles deviendront réalité », souligne Christophe Ansel, pour la FSU 68. La dernière en date, prévue le 10 décembre, au lycée des métiers Stoessel de Mulhouse, « suite à des remontées inquiétantes de la part des personnels », à la fois sur des questions de gestion d'équipe et sur l'état de vétusté du gymnase, a été reportée au troisième trimestre, de manière « unilatérale » par l'administration. Une autre visite envisagée au lycée Blaise-Pascal de Colmar n'est pas davantage d'actualité.

« L'Éducation nationale affirme qu'elle traite les problèmes, dans ce cas pourquoi ne sommes-nous pas informés ? Aurait-elle quelque chose à cacher ? », interroge la FSU 68. « On a toujours cherché à nous freiner », ajoute le syndicat, pour lequel les préconisations du CHSCT sont trop rarement respectées, les ressources et les consignes insuffisamment diffusées, notamment aux chefs d'établissement qui ne font pas systématiquement remonter les fiches des registres santé sécurité au travail.

L'académie de Strasbourg a pourtant été parmi les six expérimentatrices d'un protocole sur les risques psychosociaux. « Dans les faits, six personnes ont été formées à cette méthodologie qui a été réellement mise en œuvre trois fois... pour 27 000 agents ! C'est de la poudre aux yeux », se désole l'élu. En dehors d'une rencontre au rectorat de Strasbourg il y a quelques semaines, les CHSCT de l'académie sont conviés à un séminaire le 29 janvier. « Tout est arrêté, c'est le prétexte. Or les conditions de travail des personnels peuvent être difficiles dans le département, en particulier à Mulhouse où il y a de la misère sociale. »

Catherine CHENCINER